

**PROCÈS-VERBAL DE LA 96<sup>e</sup> SÉANCE  
DU CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

**16 septembre 2014, à 9 h 30**

**Adopté tel que rédigé à la séance du 3 décembre 2014**

Procès-verbal de la 96<sup>e</sup> séance du Conseil de la justice administrative, tenue le 16 septembre 2014, à 9 h 30, à la salle 20.402 de la Commission des lésions professionnelles située au 500, boulevard René-Lévesque Ouest, 20<sup>e</sup> étage à Montréal. La séance a été convoquée conformément aux délais prescrits par les *Règles de régie interne*.

Sont présents :

M. Normand Bolduc, président du Conseil  
Mme Marie Auger  
Me Nancy Chamberland  
Me Robert Côté  
Mme Suzanne Danino  
M. Pierre D. Denault  
Me Santina Di Pasquale  
M. Simon Julien  
Me Marie Lamarre  
Me Lucie Le François  
M. Michel Marchand  
Me Louis Morin  
Me Mathieu Proulx  
M. Antoine Roumi  
Me Patrick Simard  
Me Alain Turcotte

Mme Gisèle Pagé, secrétaire par intérim du  
Conseil

Membre absent :

Me Luc Harvey

Sont aussi présentes :

Me Nathalie Lachance, adjointe au président  
Mme Josée Langlois, agente de recherche en  
droit  
Me Isabelle Normand, vice-présidente de la  
Régie du logement

Conférencier invité :

Me Pierre Noreau

## **1. Ouverture de la séance**

La séance est ouverte à 9 h 30.

Monsieur Normand Bolduc, président du Conseil, constate le quorum et ouvre la séance. Il souhaite la bienvenue aux membres et les remercie de leur présence.

Il avise les membres que le chercheur et professeur Pierre Noreau fera une présentation vers 10 h 30 au cours de laquelle il partagera avec les membres du Conseil les résultats de l'étude sur l'indépendance des tribunaux administratifs dont il est l'un des auteurs. Une période d'échange suivra sa présentation.

## **2. Adoption de l'ordre du jour de la séance**

Sur la proposition de monsieur Antoine Roumi, dûment appuyée, il est résolu d'adopter l'ordre du jour de la présente séance.

## **3. Approbation du procès-verbal de la séance publique du 11 juin 2014 et de la séance électronique du 16 au 23 juillet 2014**

Sur la proposition de madame Suzanne Danino, dûment appuyée, il est résolu d'approuver le procès-verbal de la séance publique du 11 juin 2014 tel qu'il a été rédigé.

Sur la proposition de monsieur Pierre D. Denault, dûment appuyée, il est résolu d'approuver le procès-verbal de la séance tenue par courrier électronique du 16 au 23 juillet 2014 tel qu'il a été rédigé.

## **4. Rapport du président**

### **4.1 Renouvellement du mandat de Me Marie Lamarre**

Monsieur Bolduc informe les membres que le mandat de Me Marie Lamarre à la présidence de la Commission des lésions professionnelles a été renouvelé pour une période de 4 ans, à sa demande, à compter du 5 septembre 2014.

### **4.2 Désignation de Marie Auger comme commissaire au Bureau de l'ombudsman de la Ville de Québec**

Monsieur Bolduc informe les membres que le 16 juin dernier, madame Marie Auger a été désignée par le Conseil de la ville commissaire au Bureau de l'ombudsman de la Ville de Québec pour un mandat de 3 ans.

#### **4.3 Élection de Me Nancy Chamberland à l'Association des ombudsmans des universités et collèges du Canada**

M. Bolduc souligne l'élection de Me Nancy Chamberland comme membre du comité exécutif 2014-2016 de l'Association des ombudsmans des universités et collèges du Canada.

#### **4.4 Départ à la retraite de madame Diane Toutant**

M. Bolduc informe les membres que madame Diane Toutant, secrétaire principale au Conseil, prendra sa retraite au mois de novembre. Les démarches pour son remplacement sont déjà en cours et le Conseil peut compter sur la collaboration de la Direction des ressources humaines du ministère de la Justice.

#### **4.5 Rapport annuel de gestion 2013-2014 du Conseil de la justice administrative**

Me Lachance informe les membres que le 29 août dernier, le projet de *Rapport annuel de gestion du Conseil de la justice administrative pour l'exercice financier 2013-2014* a été expédié au cabinet de la ministre de la Justice afin de leur donner l'opportunité de le commenter avant de contacter l'imprimeur.

Aucun commentaire n'ayant été formulé, l'imprimeur a été contacté et les rapports seront livrés au Conseil le 22 septembre prochain, à temps pour un dépôt à l'Assemblée nationale au plus tard le 30 septembre.

Lorsque le rapport aura été rendu public, une copie sera expédiée à chaque membre.

#### **4.6 Réduction des dépenses pour l'exercice 2014-2015**

Monsieur Bolduc avise les membres qu'il a été demandé au Conseil de réduire ses dépenses de 11 000,00 \$ dans le cadre des mesures de contrôle des dépenses pour l'exercice 2014-2015 adoptées par le Conseil du trésor et le Conseil des ministres. Cette réduction sera appliquée au budget Fonctionnement.

#### **4.7 Liste téléphonique des membres**

Un nouveau tableau a été remis aux membres lors de l'envoi des documents utiles à la préparation de la séance.

### **5. Sujets d'information**

#### **5.1 Poursuite des travaux du comité sur les Règles de traitement d'une plainte**

Le comité sur les Règles de traitement d'une plainte poursuit ses travaux. Une rencontre est fixée le 20 octobre prochain. Pour faire suite à l'invitation de

monsieur Bolduc, certains membres ont fait parvenir leurs commentaires sur les articles du projet de Règles.

## **5.2 Nouveau logiciel de traitement des plaintes**

Me Lachance informe les membres que les démarches entreprises avec la Direction des ressources informationnelles en juillet 2012 ont culminé en juillet dernier avec le constat que les coûts d'acquisition ou d'adaptation d'un outil de gestion des plaintes s'avéraient trop élevés par rapport à nos besoins (réception d'environ 65 plaintes par année).

La solution proposée est le développement d'un outil via Excel. Nous testons présentement un outil de gestion des demandes de renseignements. Jusqu'à maintenant, l'outil développé par un analyste du ministère nous permet d'enregistrer l'information pertinente et d'en tirer divers tableaux Excel qui seront utiles pour la confection du rapport annuel. Cette solution semble très prometteuse.

## **5.3 Revue de presse**

Madame Langlois présente aux membres les articles de presse, la doctrine et la jurisprudence récents relatifs aux activités du Conseil.

## **6. État et suivi des dossiers de plaintes et information de gestion**

Le tableau de données de gestion sur les plaintes, à jour au 2 septembre 2014, a été distribué aux membres lors de l'envoi des documents utiles à la préparation de la séance. Seize nouvelles plaintes ont été déposées au Conseil depuis le début de l'exercice 2014-2015 pour un total de 29 plaintes dont 12 actuellement en traitement.

Il y a huit dossiers d'enquête actifs (560, 627, 645, 669, 691, 697, 699 et 703).

Le Comité d'examen de la recevabilité des plaintes a tenu une séance le 15 septembre en après-midi : il y avait 10 dossiers inscrits à l'ordre du jour. Aucune plainte n'a été déclarée recevable.

Me Lachance informe les membres qu'il ressort des plaintes examinées hier après-midi que les régisseurs de la Régie du logement semblent avoir des rôles surchargés en certaines matières ce qui suscite l'insatisfaction des parties lorsqu'un dossier doit être remis.

Aussi, certaines plaintes sont en partie causées par les délais avant la mise au rôle des dossiers par la Régie du logement. Il est difficile pour une partie de comprendre que son recours introduit des mois, voire des années, avant celui de l'autre partie ne soit pas entendu lorsqu'elle est convoquée à la Régie pour une audience; audience qui sera en fait tenue dans le dossier de l'autre partie. Les locataires ou les propriétaires ne réalisent pas toujours qu'en raison du type de

recours ils devront être convoqués une autre fois pour pouvoir expliquer leur point de vue. Ils ont l'impression que le régisseur ou le greffier spécial n'a pas voulu les entendre et forment une plainte au Conseil. Cette situation est reprochée au régisseur ou au greffier spécial alors que ce dernier est impuissant car il ne peut que se prononcer sur les dossiers mis au rôle à ce moment.

Le Conseil prend acte du dépôt des décisions du Comité d'examen de la recevabilité des plaintes dans les dossiers n<sup>os</sup> 696, 698, 700, 701, 702 et 704.

M. Bolduc invite les membres qui le désirent à commenter les décisions. Aucun commentaire n'est fait.

## **7. Suivi des dossiers d'enquête en cours**

M. Bolduc invite les présidents à présenter un suivi de leur dossier.

- **Dossier 2011 QCCJA 560**

Me Turcotte invite Me Patrick Simard à informer les membres de la décision qu'il a prise quant à sa participation au comité d'enquête. Me Simard annonce se retirer du comité d'enquête 560. Une lettre détaillant les motifs de sa récusation sera déposée prochainement au dossier et les parties seront avisées.

Pour faire suite au retrait de Me Patrick Simard, le Conseil doit procéder à son remplacement à titre de membre du Comité d'enquête.

### **Modification à la composition du comité d'enquête 560**

Tous les membres du Conseil participant à la séance manifestent leur accord avec la proposition concernant la modification de la composition du Comité d'enquête dans le dossier 2011 QCCJA 560.

En conséquence, sur la proposition de Me Marie Lamarre, appuyée par madame Marie Auger, il est résolu que la composition du Comité d'enquête soit modifiée et que Me Anne Mailfait remplace Me Patrick Simard à titre de membre du Comité d'enquête dans le dossier 2011 QCCJA 560.

En conséquence, le Comité d'enquête chargé de faire enquête et de statuer dans le dossier portant le numéro 2011 QCCJA 560 est maintenant constitué des personnes suivantes :

- Me Alain Turcotte, commissaire à la Commission des relations du travail, membre du Conseil de la justice administrative et président du Comité d'enquête;

- Madame Suzanne Danino, membre du Conseil de la justice administrative représentant le public;
- Me Anne Mailfait, régisseuse à la Régie du logement.

En cas d'empêchement par Me Anne Mailfait, Me François Leblanc régisseur à la Régie du logement, est désigné membre substitut pour faire partie du comité d'enquête.

- **Dossier 2012 QCCJA 627**

Me Lamarre informe les membres qu'il y a sursis de l'enquête jusqu'à la décision de la Cour supérieure sur la requête en révision judiciaire de la décision du comité sur les moyens préliminaires. La requête a été entendue le 16 avril dernier par l'honorable juge Benoît Moulin de la Cour supérieure et est en délibéré depuis cette date.

- **Dossier 2013 QCCJA 645**

Me Côté informe les membres qu'après une conférence préparatoire et 5 jours d'audience, l'affaire a été mise en délibéré le 25 juin dernier. Toutefois, en raison de la période des vacances de l'un ou l'autre membre du comité de même que des problèmes de santé d'une personne proche d'un de ces membres, le comité ne pourra rendre la décision dans le délai prévu de trois mois.

Les parties ont été avisées par écrit que le délibéré se poursuit et que le rapport d'enquête sera rendu dans les meilleurs délais, avec toute la célérité requise.

- **Dossier 2013 QCCJA 669 et 2014 QCCJA 691**

Me Turcotte informe les membres que les personnes impliquées ont été convoquées à des audiences qui auront lieu le 4 novembre prochain.

- **Dossier 2014 QCCJA 697**

Me Morin informe les membres que les personnes impliquées ont été convoquées à une audience qui aura lieu le 30 septembre prochain.

- **Dossier 2014 QCCJA 699**

Me Proulx informe les membres que les démarches pour fixer une audience sont en cours mais qu'étant donné l'absence du plaignant celle-ci ne pourra avoir lieu avant son retour le 20 octobre prochain.

- **Dossier 2014 QCCJA 703**

Me Chamberland informe les membres que le comité s'est réuni cet été. Toutefois, en raison de l'état de santé du commissaire visé par la plainte les démarches pour fixer une audience sont temporairement suspendues.

**En attendant l'arrivée du conférencier invité, les points 9 et 10 de l'ordre du jour sont devancés.**

#### **9. Calendrier des séances**

Le calendrier des prochaines séances du Conseil est établi comme suit :

3 décembre 2014 à 13 h 30 à Québec

31 mars 2015 à 9 h 30 à Montréal

2 juin 2015 à 13 h 30 à Québec

15 septembre 2015 à 9 h 30 à Montréal

#### **10. Questions diverses**

Aucun sujet n'a été abordé sous cet item.

**La séance est suspendue à 10 h 12 et elle reprend à 10 h 30 pour l'allocation du conférencier invité.**

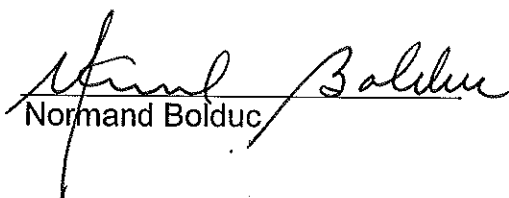
#### **8. Conférencier invité**

Monsieur Bolduc introduit le chercheur et professeur Pierre Noreau aux membres du Conseil. Monsieur Noreau présentera les résultats de l'étude sur l'indépendance des tribunaux administratifs dont il est l'un des auteurs. Une période d'échange avec les membres suit l'allocation.

#### **11. Levée de la séance**

La séance du Conseil est levée à 11 h 50.

Le président du Conseil de la justice administrative,

  
Normand Bolduc